



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS  
Site : <http://www.sitecommunistes.org>  
Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)  
Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

26/08/2024

## **Résumé des questions économiques et sociales:** **semaine n° 189 du 26 Août 2024**

### **MA FRANCE A AULNAY-SOUS-BOIS (SEINE SAINT DENIS) : LES SALARIÉS CONTINUENT LA LUTTE !**

L'équipementier Automobile MA France, dernière usine sous-traitante automobile de Seine-Saint-Denis, employaient 280 personnes (dont 120 intérimaires) à Aulnay-sous-Bois. STELLANTIS était son principal client. Depuis le 16 avril 2024, les travailleurs restent mobilisés. Pour rappel, la liquidation de l'entreprise a été prononcée par la justice le 13 mai dernier.

Les salariés exigent de meilleures conditions de départ.

Stellantis a dégagé un bénéfice record de **18,6 milliards d'euros en 2023**, dont **8 milliards ont été redistribués aux actionnaires**. Et son directeur général, Carlos Tavares, est le patron le mieux payé du secteur, avec une rémunération de **36,5 millions d'euros à l'année**.

Lundi 12 août 2024, le représentant du liquidateur s'est rendu sur place afin de répertorier et saisir du matériel dans les locaux. Face à la détermination et à la tension croissante, il a finalement quitté les lieux.

Cette lutte tenace a conduit, ce triste lundi, à un geste désespéré de la part d'un gréviste, confronté à des difficultés économiques. Celui-ci s'est aspergé de pétrole dans l'intention de s'immoler... Heureusement, le pire a été évité. "Un geste désespéré", motivé par « des problèmes financiers », racontent ses collègues qui se sont précipités pour lui sauver la vie. « C'est un salarié qui travaille là depuis trente ans... Tout ça est très violent » déclare un militant CGT.

Plus que jamais déterminés, les travailleurs se relaient chaque jour, y compris durant la période estivale, en occupant leur usine.

Les employés de MA France lancent un appel à l'ensemble des camarades d'Ile-de-France pour qu'ils viennent les soutenir dans leur démarche et l'occupation de leur usine.

### **HÔPITAL : PLUS DE 1.500 POSTES D'INTERNES EN MOINS À LA RENTRÉE, LES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE LANCENT UNE PÉTITION EN LIGNE !**

**Plus de 1.500 postes d'internes en médecine ne seront pas ouverts à la rentrée, selon les dernières informations.** Cette situation "aura un impact" sur l'hôpital assure le syndicat Samu Urgences de France, tandis que les étudiants ont lancé une pétition pour protester.

Il y aura **1.510 postes ouverts en moins** dans les hôpitaux pour la nouvelle promotion d'internes en médecine à la rentrée. Cette promotion prendra ses fonctions en novembre et a passé le concours de l'internat ces derniers mois. Mais il y aura pour cet automne 7.974 postes ouverts, contre 9.484 en 2023. Des chiffres publiés le 9 juillet dernier au Journal officiel.

Il y a disparités en fonction des spécialités : moitié moins de postes ouverts en chirurgie plastique, -18% pour l'ophtalmologie et la médecine générale ou encore -15% pour la médecine d'urgence. Les internes sont des étudiants en médecines qui se forment et exercent à l'hôpital sous la responsabilité d'un médecin senior.

Une diminution du nombre de candidat selon le gouvernement !

Cette diminution de l'offre est causée, selon le gouvernement, par une diminution du nombre de candidats, qui après six ans d'études, ont été beaucoup moins nombreux à se présenter aux concours pour commencer l'internat. Sauf que beaucoup ont boudé l'examen et préféré redoubler pour ne pas faire partie d'une promotion "crash test". Cette promotion est la première à avoir passé le concours dans sa nouvelle version, après la réforme du

deuxième cycle des études de santé. Cette dernière instaure, entre autres, une note couperet de 14 sur 20 à l'écrit, nécessaire pour passer l'oral.

### **Des départs à l'étranger ?**

Si le ministère de l'Enseignement supérieur affirme qu'il est "normal d'adapter le nombre de postes disponibles au nombre de candidats pour conserver la même exigence", les internes ne le voient pas de la même manière. Selon les internes en devenir, cette nouvelle répartition des postes, jusqu'ici plutôt stable, change la donne. Certaines spécialités sont réduites plus que d'autres et deviennent moins accessibles.

Marc Noizet, président du syndicat Samu Urgences de France, a assuré "comprendre la grogne des internes qui se retrouvent avec un classement qui ne leur permet pas d'atteindre la spécialité souhaitée". Il a évoqué des "négociations en cours entre les internes et les deux ministères qui sont tutelle pour cette formation". "Des terrains d'accord seront sans doute trouvés parce qu'il faut souligner le travail que les internes ont effectué pendant les six années de formation théorique et qu'on puisse les amener à pouvoir accéder aux postes", a-t-il ajouté.

Il craint en effet que les étudiants français jettent l'éponge en France et préfèrent terminer leurs études dans un autre pays. "On les a formés, il faut qu'ils puissent aller jusqu'au bout de leur formation, il faut trouver un terrain d'entente", a-t-il insisté.

### **Une pétition recueille plus de 7.000 signatures !**

De leur côté, les étudiants en médecine ont créé une pétition en ligne. Elle recueille actuellement plus de 7.000 signatures. La suppression de postes d'internes dans les hôpitaux, ce n'est pas inédit, mais ça n'avait jamais provoqué un tel bouleversement, affirme Baptiste Sabatier, vice-doyen des étudiants en médecine de Paris-Cité. La dernière crainte est celle d'une **dégradation des conditions de travail** avec moins d'internes l'an prochain, mais autant de gardes à se partager.

### **Les hôpitaux universitaires principalement concernés !**

La baisse du nombre de postes d'internes à l'automne "aura un impact" sur l'hôpital, a affirmé ce vendredi Marc Noizet. Selon lui, cette décrue se fera surtout ressentir dans "les hôpitaux universitaires (...) dont 40% des ressources médicales sont constitués par des internes". Alors que l'hôpital manque déjà cruellement de soignants, le président de Samu Urgences de France estime que l'hôpital risque de "compenser avec d'autres ressources, probablement des médecins étrangers" ou de "modifier les organisations". Le gouvernement a en effet assuré qu'en cas de sous-effectif, les services hospitaliers embaucheront des médecins au statut particulier, des faisant fonction d'internes (FFI), c'est-à-dire des médecins venus de l'étranger, moins coûteux et parfois moins bien formés.

### **RENTREE SCOLAIRE 2024 : LE COÛT DE LA VIE ÉTUDIANTE CONTINUE DE GRIMPER !**

Le coût de la vie étudiante va de nouveau augmenter cette année, a alerté l'Unef. Le syndicat étudiant dénonce l'augmentation des frais d'inscription à l'université et des promesses présidentielles non tenues en matière de logement.

Le coût de la vie étudiante va augmenter de 2,25 % pour l'année universitaire 2024-2025, qui va bientôt s'ouvrir. Cela représente un alourdissement des dépenses de **482,16 euros par an ou 40,18 euros par mois**, estime le syndicat étudiant.

Mais cela porte à 27,76 % l'accroissement du coût de la vie étudiante depuis 2017 déclare l'Unef. « *C'est une augmentation constante du coût de la vie, et qui est extrêmement forte depuis plusieurs années* », a fait valoir la secrétaire générale du syndicat, Hania Hamidi.

### **L'Unef demande plus de logements étudiants !**

Dans le viseur du syndicat étudiant : **l'augmentation des frais d'inscription universitaire** (+ 2,93%) ainsi que ceux de la CVEC (Contribution à la vie étudiante et de campus). Elle est obligatoire depuis 2018 pour les étudiants. Dans le même temps, les frais liés à l'énergie continuent de grimper (+ 4,8%), tout comme **ceux des loyers** dans les résidences Crous (+ 3,5%), en nombre toujours insuffisant.

En moyenne, le loyer dans le parc privé représente une dépense de 560,31 par mois. Ce montant atteint 804 euros en Île-de-France, et 408,65 pour les 6 % d'étudiants logés en résidences Crous.

### **C.H.U DE BREST (FINISTÈRE) : LE "MUR DE LA HONTE" AGRANDI AVEC LES NOMS DES PERSONNES ÂGÉES QUI ONT ATTENDU PLUS DE 12 HEURES AUX URGENCES !**

Depuis le 10 juillet, plus de 130 patients ont passé plus de 12 heures aux urgences, dont une quarantaine ont patienté plus de 20 heures.

Le "mur de la honte" a été agrandi mardi 20 août par les syndicats avec, dessus, les nombreux noms des patients de plus de 75 ans qui ont passé plus de 12 heures aux urgences

Sur chaque feuille A4 est écrit une initiale, le nombre d'heures et la date. "**Madame C, 93 ans, qui a passé 23 heures sur un brancard, Monsieur S, 89 ans, a passé 30 heures sur un brancard...**", lit Stéphane Vielmas,

infirmier de bloc opératoire et représentant syndical CGT au sein de l'hôpital.

"Une étude faite par l'AP-HP explique qu'une nuit passée sur un brancard aux urgences augmente la mortalité de plus de 40% pour les patients de plus de 75 ans", raconte le syndicaliste, "les gens font tout ce qu'ils peuvent aux urgences pour les prendre en charge, c'est juste un problème de durée de prise en charge qui ne sont plus acceptables dans nos urgences".

"C'est dû au fait qu'on est sur des manques de personnel pour faire des examens complémentaires en radiologie ou en biologie et surtout sur un manque de lits, parce que certains devraient être hospitalisés, mais on n'a pas de lits d'hospitalisation pour les prendre en charge", ajoute l'infirmier, **"les urgences sont juste le reflet et l'entonnoir du problème de la santé en France"**. Un mouvement de grève a démarré depuis la mi-juillet aux urgences du CHU de Brest.

### **HAM (SOMME) : LES SOIGNANTS DE L'HÔPITAL ENTAMENT UN MOUVEMENT DE GRÈVE ILLIMITÉE !**

**Une partie du personnel soignant de l'hôpital de Ham est en grève. Les syndicats ont déposé un préavis illimité, pour protester contre la fermeture, pour raisons de sécurité, de plusieurs services hospitaliers. La mairie a finalement accordé un délai de quatre mois pour réaliser les travaux.**

Une partie des 350 soignants de l'hôpital de Ham a cessé le travail depuis la nuit du mercredi 21 août. Les syndicats ont déposé un préavis illimité, décidé en début de semaine, après une annonce de la direction tombée comme un couperet : les bâtiments de médecine générale, l'ehpad Vert-Galant, celui de Résidence fleurie et le service d'addictologie, soit **plus de cent lits au total**, doivent fermer le temps de faire des travaux de sécurisation des lieux.

#### **Un sursis de quatre mois !**

Une commission est passée à deux reprises dans l'établissement, en juin et début août, et a pointé les **défaillances du système anti-incendie**. La mairie a donc pris un arrêté imposant un chantier de mise aux normes. Les syndicats ont appris ce jeudi que la mairie avait finalement accordé un délai de quatre mois pour réaliser ces travaux.

Pas de quoi rassurer les soignants, qui maintiennent le mouvement de grève. *"Les agents sont en partie soulagés, parce qu'ils vont pouvoir reprendre leur activité" déclare un militant syndical.*

*Mais il y a cette épée de Damoclès du délai de quatre mois au dessus de leur tête, en se disant, est-ce que dans quatre mois ils vont pouvoir continuer à travailler sereinement ou est-ce qu'on ne va pas leur dire que l'ensemble des travaux n'a pas pu être réalisé. On veut que les travaux soient réalisés dans ce délai, mais on rester sceptique et on espère qu'on n'arrivera pas à une nouvelle annonce de fermeture des services.*

"On pense aussi aux patients qui sont dans les lits. Bien sûr, il y a de l'inquiétude, la médecine pour le centre hospitalier de Ham, c'est la vitrine de l'hôpital. Si demain la médecine et l'ehpad ferment, l'avenir de l'hôpital est forcément compromis."

### **MEDAILLE D'OR DE LA "MAUVAISE FOI" : AU MINISTRE DÉMISSIONNAIRE DE LA SANTÉ" !**

**Des syndicats de l'hôpital public accusent le ministre de la Santé de "mauvaise foi" après des propos sur la situation des urgences.**

Le ministre démissionnaire Frédéric Valletoux avait estimé qu'une "cinquantaine d'hôpitaux" français étaient "actuellement en tension", mais que la situation était moins critique qu'en 2023.

*"Peut-être monsieur le ministre est-il encore sous l'effet euphorisant de l'ambiance des Jeux Olympiques"*, ironise la coalition Action praticiens hôpital (APH), qui regroupe 14 syndicats, dans un communiqué, jeudi 22 août. Elle décerne à Frédéric Valletoux la "médaille d'or de la mauvaise foi". Mardi, le ministre délégué à la Santé démissionnaire avait estimé qu'une "cinquantaine d'hôpitaux" français étaient "actuellement en tension", soit "un peu mieux que l'été dernier" et qu'en 2022.

"La situation sanitaire de notre pays poursuit sa dégradation programmée" et cela ne concerne "pas seulement les urgences", réagit l'intersyndicale, évoquant des "lignes de Smur (service mobile d'urgence et de réanimation) fermées, avec des retards de prise en charge pour des urgences vitales" ou encore de nombreuses fermetures de lits dans les services.

#### **Un chiffre "largement sous-estimé" pour Samu Urgences de France !**

La situation est devenue "endémique, sauf sur un site : celui de la clinique des Jeux olympiques", fustige l'APH. "Si certains politiques affichent un satisfecit béat, les professionnels observent non plus une dégradation, mais **un effondrement de notre système de santé.**"

Mercredi, le président du syndicat Samu Urgences de France (SUDF), Marc Noizet, contestait aussi le chiffre "largement sous-estimé" avancé par le ministre, et dénonçait **"l'habituelle communication ministérielle destinée à rassurer l'opinion"**.

Selon une enquête du syndicat, "durant l'été 2023, un service sur deux avait dû fermer au moins une ligne d'urgence" et "**70% des Smur**" avaient tourné en mode dégradé. "La situation n'a pas été meilleure cet été", assurait Marc Noizet, qui affirme que son syndicat publiera les résultats d'une nouvelle enquête mi-septembre.

### **EHPAD SAINT-NICOLAS D'ANGERS (MAINE ET LOIRE) : INSÉCURITÉ PERMANENTE !**

Il y a une infirmière pour 124 résidents » : à l'Ehpad Saint-Nicolas d'Angers, la CGT s'alarme.

Le syndicat CGT du CHU d'Angers (Maine-et-Loire) dénonce « *une situation insupportable* » à l'Ehpad Saint-Nicolas, qui dépend de l'établissement hospitalier. Ce vendredi 23 août 2024, l'organisation a déposé un droit d'alerte.

Refrain pas forcément apprécié, mais refrain connu. Dans un communiqué diffusé ce vendredi 23 août 2024, le syndicat CGT du CHU d'Angers (Maine-et-Loire) dénonce, « **comme l'été dernier** », un manque de personnels au sein de l'Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) Saint-Nicolas, qui dépend de l'hôpital angevin depuis 2020.

#### **Insécurité permanente !**

« *Cette dégradation très importante des conditions de travail met les soignants en insécurité permanente* », développe le syndicat.

Et de poursuivre : « *Dans ce contexte, il est impossible de prendre en soin dignement les résidents quand, dans un secteur tel que « Les Provinces », il y a une infirmière pour 124 résidents et qu'il manque douze équivalents temps plein d'aide-soignant.* »

Droit d'alerte !

Face au « **manque abyssal** » de personnel, la CGT a déposé, ce vendredi, « **un droit d'alerte concernant tous les secteurs de l'Ehpad Saint-Nicolas.** » Une réunion est prévue lundi après-midi avec la direction.

### **AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE**

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement